

PROCES-VERBAL DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 13 NOVEMBRE 2025.

Le Conseil Communautaire dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire le jeudi 13 novembre 2025, salle de réunion communautaire au siège de la Communauté de Communes à 87150 CUSSAC, sous la présidence de Monsieur Christophe GEROUARD, Président.

**L'An deux mille vingt-cinq, le jeudi 13 novembre à 20h00.**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni salle de réunion communautaire au siège de la Communauté de Communes à CUSSAC sous la présidence de Christophe GEROUARD, Président.

Date de la convocation: le 07 novembre deux mille vingt-cinq.

**Présents** : Christophe Gérourard, Patrice Chauvel, Agnès Varachaud, Jean-Pierre Pataud, Chantal Chabot, Jean-Pierre Charmes, Charles-Antoine Darfeuilles, Pierre Varachaud, Louis Furlaud, Jean Maynard, Albert Viroulet, Patrick Chambord, Joël Vilar, Richard Simonneau, Josiane Lefort, Alain Duris, Bernard Darfeuilles, Christian Vignerie, Chantal Robin, Bruno Grancoing, Philippe Lalay, Sylvie Germond, Pierre Hachin, Jérôme Suet, André Soury, Pascal Rampnoux

**Pouvoirs** : Maryse Thomas pouvoir à Christian Vignerie, Thierry Dauchart pouvoir à Pierre Hachin, Jean-Pierre Broussaud pouvoir à Louis Furlaud, Bertrand Jayat pouvoir à Bruno Grancoing

**Suppléants présents** :

**Secrétaire de séance**: Agnès Varachaud

Monsieur le Président soumet à approbation le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 23 juin 2025.

*Adopté à l'unanimité.*

Monsieur le Président soumet à approbation le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 23 septembre 2025.

*Adopté à l'unanimité.*

## PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

1 ⇒ Ouvertures de postes au tableau des emplois communautaires et modifications subséquentes du tableau des emplois communautaires à compter du 14 novembre 2025.

Monsieur le Président rappelle qu'afin de tenir compte des évolutions de carrière, et de pérenniser les emplois occupés, il s'avère nécessaire d'ouvrir les postes suivants au tableau des emplois communautaires, pour :

- Un agent occupant des fonctions d'Assistante Ressources Humaines,
- Un agent occupant des fonctions de l'ALSH de Maisonnais-sur-Tardoire,
- Un agent occupant les fonctions de responsable du service d'animation touristique et qui a été inscrite sur la liste d'aptitude pour l'accès au grade de Rédacteur établie par arrêté du Centre de Gestion de la FPT87 au titre de la Promotion Interne pour l'année 2025,
- Un agent occupant des fonctions à la micro-crèche de Cussac.

Grades	Filière	Catégorie	Durée	Nombre
Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Administrative	B	TC	1
Rédacteur	Administrative	B	TC	1
Adjoint d'Animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Animation	C	TNC 28/35 <sup>ème</sup>	1
Agent social	Sociale	C	TNC 32/35 <sup>ème</sup>	1

Il est demandé :

- **D'OUVRI**R, à compter du 14 novembre, les postes tels que rappelés dans le tableau ci-dessus,
- **DE MODIFIER**, à compter du 14 novembre, le tableau des emplois communautaires.

2 ⇒ **Délibération portant création des emplois de remplacements de titulaires absents, emplois saisonniers et emplois occasionnels. Exercice 2026.**

Monsieur le Président explique que par délibération n°2020-38 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2020, modifiée par délibération n°2024-52 en date du 25 septembre 2024, le Conseil Communautaire a autorisé le Président à signer les contrats et conventions à intervenir dans le cadre des recrutements suivants :

- Remplacement de titulaires absents,
- Emplois saisonniers,
- Emplois occasionnels,
- Stagiaires,
- Contrats aidés,
- Intérimaires.

Il convient cependant que chaque contrat de recrutement fasse référence à la délibération ayant créé l'emploi. Ces contrats concernent principalement les recrutements d'animateurs contractuels pour les accueils de loisirs et les différents services communautaires.

Dans ce cadre, il vous est demandé de délibérer afin de créer les emplois correspondants aux besoins de la collectivité en termes de remplacement des titulaires absents, d'emplois saisonniers et d'emplois occasionnels pour l'exercice 2026.

Il est demandé :

- **DE CREER**, pour l'année 2026, 150 emplois correspondants aux besoins suivants, à savoir remplacement de titulaires absents, emplois saisonniers et emplois occasionnels, lesquels se décomposent comme suit :

- animateurs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement : 80 emplois rémunérés sur la base des dispositions de la délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2023 reçue en Préfecture le 18 décembre 2023,

- emplois saisonniers et occasionnels pour l'ensemble des services communautaires : 60 emplois rémunérés sur la base des différents grades des catégories A, B et C présents dans la collectivité,

- emplois de contractuels pour le remplacement de titulaires momentanément absents : 10 emplois rémunérés sur la base des différents grades des catégories A, B et C présents dans la collectivité.

*Arrivée de monsieur Pierre VARACHAUD à 20h25.*

### 3 ⇒ **Protection Sociale Complémentaire. Adhésion à la convention de participation (volet SANTÉ) mise en œuvre par le CDG87 et la MNT.**

Monsieur le Président expose que la réforme de la protection sociale complémentaire (PSC), instaurée par l'ordonnance n° 2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, redéfinit la participation de l'employeur aux financements des garanties de la PSC de ses agents et les conditions d'adhésion ou de souscription.

A titre de rappel (sujet à l'ordre du jour du CST en date du 25 mars 2025), la **protection sociale complémentaire** se décline en deux volets :

- Le volet **prévoyance**, déployé au 1<sup>er</sup> janvier 2025 dont l'objet est de maintenir la rémunération des agents dans le cadre d'une incapacité temporaire de travail, d'une invalidité, d'inaptitude ou de décès. Ce que l'on appelle le maintien de salaire.
- Le volet **santé** à mettre en œuvre au **1<sup>er</sup> janvier 2026** ayant pour but de couvrir les frais liés à l'indisponibilité physique (maladie, accident) ou à la maternité y compris pour les agents retraités. Ce que l'on appelle la mutuelle santé.

Au même titre que la prévoyance, **les employeurs publics territoriaux sont tenus de contribuer de manière obligatoire au financement des garanties d'assurance** de la protection sociale complémentaire (PSC) souscrites par leurs agents pour couvrir les risques liés à la **santé**.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2026, cette contribution au volet santé sera obligatoire et s'élèvera à un montant minimum de **15€ mensuel brut par agent** (soit 180 € par an). Tout comme la PSC-prévoyance, la participation de l'employeur sera versée aux agents entrant dans le mode de contractualisation choisi par l'employeur :

- **SOIT via un contrat collectif d'assurance à adhésion facultative pour les agents**, souscrit dans le cadre d'une « convention de participation » conclue via le CDG87, à l'issue d'un appel à concurrence. En effet, l'article L.827-7 du Code Général de la Fonction Publique rend obligatoire pour les Centres de gestion la conclusion de conventions de participation en matière de prévoyance ou santé pour le compte des collectivités qui le souhaitent.
- **SOIT via une convention de participation conclue directement par l'employeur** ayant un caractère d'adhésion facultative pour les agents et toujours après appel à concurrence lancé par l'employeur seul.
- **SOIT** via la labellisation par un **contrat individuel au choix de l'agent**.

Ainsi, après avis du CST en date du 25 mars 2025, et délibération du 27 mars 2025, la collectivité a décidé de mandater le Centre de Gestion de la Haute-Vienne afin de lancer une consultation pour la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la santé.

Le CDG 87 a donc procédé, le 11 avril 2025, à une mise en concurrence mutualisée afin de conclure une convention de participation pour le risque santé au profit des collectivités et établissements publics du département l'ayant sollicité.

A l'issue de cet appel d'offres, une seule candidature a été réceptionnée. Après analyse et négociations, et avis favorable du CST du CDG87, les élus du Conseil d'Administration du CDG87 ont retenu l'offre de la **Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) pour une durée de 6 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026**.

Les garanties et cotisations de ce contrat-groupe Santé vous sont présentées dans les plaquettes d'information jointes à la présente note.

Des réunions à destination des élus et des services RH ont été organisées courant septembre afin d'apporter des précisions sur les modalités d'adhésion, et tout autre questionnement relatif à cette convention de participation et dans le but de pouvoir répondre aux agents de façon optimale, notamment sur leurs obligations de résiliation de leur contrat santé en cours s'ils décident d'adhérer à celui proposé par la collectivité. **Des réunions d'information seront également organisées à l'attention des agents en octobre/novembre 2025.**

L'adhésion des agents à cette convention de participation n'est pas obligatoire. Chacun décide d'y adhérer volontairement et de choisir son niveau de garantie. De même, les agents peuvent décider de conserver leurs contrats actuels. Mais, **seuls les agents adhérents à la convention de participation avec le CDG seront éligibles à la participation de l'employeur.**

En termes de participation financière, il est proposé de définir un montant de participation employeur au risque Santé de **20,00 € brut/agent/mois.**

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité du CST en date du 22 septembre 2025,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n°2025-42 en date du 23 septembre 2025,

**Vu** le courrier du syndicat CGT en date du 15/10/2025, syndicat auquel appartiennent les représentants du personnel siégeant au CST de la CC Ouest Limousin, courrier reçu par mail le 17/10/2025,

Il est proposé :

- **D'ADHERER** à la convention de participation pour le risque Santé, conclue entre le CDG 87 et la MNT, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026.
- **DE PRENDRE ACTE** des nouvelles dispositions en matière de protection sociale complémentaire des agents territoriaux et de verser une participation financière de 20,00 € bruts par agent et par mois, aux fonctionnaires stagiaires et titulaires, aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ayant souscrit au contrat proposé par la MNT dans le cadre de la convention de participation du CDG 87.
- **DE RETENIR** la modalité de versement de participation suivante :
  - Versement direct aux agents
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment tout document rendu nécessaire avec le CDG 87 et la MNT.
- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront portés au budget communautaire principal exercice 2026.

Monsieur HACHIN souhaite savoir si les agents peuvent librement choisir leur contrat parmi les trois propositions.

Monsieur le Président confirme que les agents peuvent effectivement choisir, mais précise que l'employeur ne participera pas à tous les contrats.

Monsieur HACHIN précise que, dans la commune de Marval, certains employés ont opté pour la labellisation et que la mairie y apporte sa participation. Il ajoute qu'il s'agit d'une décision propre à la municipalité.

Monsieur le Président demande à Monsieur Hachin s'ils ont choisi la labellisation. Celui-ci lui répond que oui.

Monsieur VIGNERIE souligne que les salariés ne valideront pas un contrat si l'employeur ne prévoit aucune participation.

Monsieur HACHIN précise que, dans sa commune, la démarche a été différente : l'ensemble du personnel a été rencontré individuellement afin de déterminer si chacun disposait déjà d'une mutuelle et qu'ils se renseignent pour savoir si leur mutuelle est labellisée, et qu'ils ont fait le choix, en conseil municipal, d'aider un maximum de salariés. Il demande si un questionnaire a été présenté aux agents de la collectivité ou non.

Monsieur le Président lui indique que non, qu'ils se sont directement rapprochés des représentants du personnel et que cela reste leur mission.

Madame VARACHAUD indique que certains salariés ont déjà des mutuelles avec leur conjoint, beaucoup plus avantageuses que la MNT.

Monsieur HACHIN trouve dommage qu'en choisissant cette seule proposition, les agents qui ont déjà une mutuelle ailleurs soient pénalisés, et qu'il existe des compagnies d'assurance moins chères offrant de meilleures couvertures que la MNT. Il déplore également qu'on ne laisse pas aux agents la possibilité de choisir une autre mutuelle, et que dans ce cas, ils ne bénéficieraient d'aucune participation de l'employeur si la compagnie choisie n'est pas la MNT.

Monsieur DARFEUILLES Charles-Antoine précise que la délibération peut porter soit sur la participation aux mutuelles labellisées, soit sur la participation à la MNT.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à la majorité (29 pour ; 1 contre : monsieur HACHIN).*

## CYCLE DE L'EAU

4 ⇒ Avenant n°1 à la convention pour la facturation de la redevance d'assainissement non collectif par la société SAUR et le Service des Eaux des 3 Rivières.

Monsieur PATAUD expose que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la Communauté de Communes Ouest Limousin a conventionné avec la société SAUR et le Service des Eaux des 3 Rivières afin que les gestionnaires de l'eau potable assurent la facturation de la redevance d'assainissement non collectif pour le compte de la collectivité.

Toutefois, dans le cadre du transfert envisagé de la compétence assainissement collectif à la Communauté de Communes Ouest Limousin, cette convention prenait effet pour une durée de 4 années soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Ainsi, en date du 9 septembre 2025, la commission « Cycle de l'Eau » s'est réunie pour étudier la modification des clauses de la convention initiale pour en prolonger sa durée.

Le projet d'avenant n°1 à la convention propose un maintien du coût de la prestation par un paiement de 1,00 € HT par facture émise et une prolongation de la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2028 ; date de la fin des contrats de concession avec le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable Vienne Briance Gorre et le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Vayres-Tardoire.

Enfin, il est proposé que cet avenant à la convention entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour une durée de 3 années entières consécutives soit jusqu'au 31 décembre 2028.

Il est proposé :

- **D'ADOPTER** les termes de l'avenant n°1 à la convention pour la facturation et la perception de la redevance d'Assainissement Non Collectif entre la Communauté de Communes Ouest Limousin, la Société SAUR et le Service des Eaux des 3 Rivières,

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

5 ⇒ **Redevances « SPANC » et règlement du service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

Monsieur PATAUD explique qu'en date du 9 septembre 2025, la commission « Cycle de l'Eau » s'est réunie pour étudier la modification à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 du montant :

- de la redevance pour le contrôle de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations d'assainissement non collectif dans le cadre d'une vente (contrôle de mutation),
- de la redevance pour le contrôle de la conception et de la réalisation (habitation neuve ou réhabilitée, habitation existante sans installation, changement d'affectation d'un immeuble),
- de la redevance pour le contrôle initial et périodique de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif.

Au préalable, une présentation rapide de quelques données réglementaires et chiffrées a été effectuée, permettant de remettre le sujet en perspective

A savoir notamment que tout vendeur doit fournir au moment de la signature de l'acte de vente un diagnostic de l'installation d'assainissement non collectif datant de moins de trois années.

Aussi, le service note pour 2023 et pour 2024 un faible nombre de contrôles de conception/réalisation puis des contrôles de bon fonctionnement réalisés dans le cadre de la vente du bien immobilier induisant une diminution importante des recettes de fonctionnement.

En effet, à ce stade de l'année (bilan au 31 août 2025), le SPANC a facturé 78 contrôles pour vente facturés 260 € par visite (en 2022, 122 visites, en 2023, 83 contrôles et en 2024, 88 visites) et 34 contrôles de conception/réalisation facturés 260 € par visite (en 2022, 58 visites, en 2023, 48 contrôles et en 2024, 45 visites).

La conjoncture actuelle, très délicate dans les domaines de l'immobilier et des travaux, laisse penser que cette diminution du nombre de chantiers d'assainissement et du nombre de ventes d'un bien immobilier va se maintenir.

Aussi, les SPANC sont gérés comme des services à caractère industriel et commercial (SPIC) et doivent équilibrer leurs recettes et leurs dépenses au moyen de redevances perçues auprès de leurs bénéficiaires, conformément aux dispositions des articles L. 2224-11 et L. 2224-12-3 du CGCT.

Pour rappel, le conseil communautaire a validé une augmentation du montant de la redevance pour le contrôle de bon fonctionnement effectué pour la vente d'un bien immobilier et du montant de la redevance pour le contrôle de la conception et de la réalisation (habitation neuve ou réhabilitée, habitation existante sans installation, changement d'affectation d'un immeuble) à 260 € à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

Malgré cette hausse et afin de garantir un équilibre budgétaire pour l'année 2026 puis selon les redevances appliquées dans les collectivités voisines et les charges liées aux contrôles en hausse constante, **les membres de la commission « Cycle de l'Eau » sont favorables à l'unanimité de proposer au conseil communautaire de modifier :**

- le montant de la redevance pour le contrôle de bon fonctionnement effectué pour la vente d'un bien immobilier à **330 €**,
- le montant de la redevance pour le contrôle de la conception et de la réalisation (habitation neuve ou réhabilitée, habitation existante sans installation, changement d'affectation d'un immeuble) à **330 €**,
- la redevance pour le contrôle initial et périodique de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif à **220 €** (soit **22 €** par an pour une périodicité de 10 ans entre deux passages).

Ainsi, le service propose une mise à jour du règlement du service pour y intégrer les redevances ci-dessus.

Il propose également de modifier le règlement de service :

- à l'article 16 pour y intégrer une notion particulière de conception dans le cas d'une maison disproportionnée par rapport au nombre d'occupants permettant de définir une dérogation à la règle de dimensionnement du cas général à partir de 10 pièces principales et lorsque le nombre d'occupants est inférieur à la moitié du nombre de pièces principales. Le pétitionnaire doit obligatoirement réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus, ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet.

Il est proposé :

- **D'ADOPTER** le règlement du service « SPANC » en intégrant les modifications à l'article 16 puis en insérant les évolutions du montant de la redevance pour le contrôle initial et périodique de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif.

Soit les redevances seraient les suivantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

- 1- Contrôle de la conception et de la réalisation des installations neuves ou réhabilitées :



Nature du dispositif d'assainissement non collectif	Montant de la redevance de contrôle de la conception et de la réalisation
Réalisation d'une installation (habitation neuve ou réhabilitée, habitation existante sans installation, changement d'affectation d'un immeuble)	<b>330 € T.T.C.</b>

2- Demande d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif à nouveau déposée suite à un avis défavorable sur la partie conception ou suite à une modification du projet initial déjà validé par le SPANC : **15 €**

3- Contre-visite pour la vérification de la réalisation des travaux ou améliorations prescrits préalablement : **45 €**

4- Contrôle initial et périodique de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif : **220 €** (soit **22 €** par an pour une périodicité de 10 ans entre deux passages)

5- Contrôle de la vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations d'assainissement non collectif dans le cadre d'une vente : **330 €**

6- Contrôle annuel administratif de la conformité des installations comprises entre 20 EH et 200 EH : **25 €**

Monsieur GRANCOING indique qu'il rencontre des soucis dans sa commune : trois maisons ont été vendues et, selon lui, c'est au moment du contrôle qu'il faudrait mettre la pression pour que le système d'assainissement soit conforme. Il précise que, pour ces trois ventes, aucun contrôle du SPANC n'a été effectué et que le notaire n'a pas fait son travail en demandant ce contrôle avant la vente, On augmente les redevances pour les résidents alors qu'on leur impose déjà un contrôle.

Monsieur PATAUD indique qu'il semblerait que certains notaires signent des actes sans disposer du rapport de contrôle du SPANC. Il précise également que, pour certaines ventes, il n'est pas nécessaire de refaire un contrôle, et s'interroge pour savoir si les mairies sont informées des ventes de maisons dans leur commune. L'objectif évoqué en commission consiste à améliorer le suivi des biens vendus. Cela permettrait notamment d'exiger que les travaux nécessaires soient réalisés avant la vente du bien.

Monsieur le Président précise que les mairies sont normalement informées lors de la vente de maisons sur leur commune.

Monsieur FURLAUD intervient en expliquant que pour la maison qu'il a possédée sur la commune de Saint-Auvent, le contrôle a été effectué en sa présence, car il a lui-même sollicité le service SPANC, et que le rapport a ensuite été transmis directement au notaire.

Monsieur GRANCOING explique que le vendeur ne sollicitera pas le service de lui-même afin d'éviter de devoir régler le coût de l'intervention.

Monsieur VIGNERIE souligne que le notaire exige les documents tels que le DPE ou le diagnostic amiante, mais ne réclame jamais le rapport de contrôle de l'assainissement.

Monsieur FURLAUD lui répond que le notaire de Saint-Victorien réclame bien les contrôles d'assainissement. Il précise également que c'est bien au propriétaire de réaliser les démarches pour le contrôle.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

<b>PLAN DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT</b>
--

6 ⇨ Octroi à un particulier d'une subvention dans le cadre de la participation de la Communauté de Communes Ouest Limousin au Plan Départemental de l'Habitat.

Monsieur le Président rappelle que la Communauté de Communes Ouest Limousin a fait le choix de participer au programme dénommé « Plan Départemental de l'Habitat » en matière d'habitat privé.

Coconstruit avec les 13 structures intercommunales du Département, et avec l'accompagnement de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), ce dispositif d'intervention vise la rénovation de 1500 logements sur 5 ans (soit 300 par an). Répartis sur l'ensemble du territoire départemental.

Ce programme propose en accompagnement des aides de l'ANAH et du Conseil Départemental, un accompagnement financier des EPCI envers les propriétaires en situation de mal-logement et désireux de réaliser des travaux de rénovation énergétique ou d'adaptation, et aux propriétaires bailleurs réhabilitant des logements locatifs occupés dégradés ou énergivores.

A ce jour, un dossier a été transmis par l'association SOLiHA à la Communauté de Communes Ouest Limousin. Dans le cas présent, il s'agit de travaux d'adaptation d'un logement.

Après instruction de ce dossier, il apparaît que celui-ci est complet, et que les montants plafond de subventionnement demandés n'ont pas été dépassés

Ce dossier peut se résumer ainsi qu'il suit :

Demandeurs	Commune de résidence	Types de travaux	Montant de subvention demandé
M. RATINAUD Maurice	Saint-Cyr	Installation d'un élevateur PMR  Pour un montant de travaux éligible (travaux	ANAh : 9334,00 € en travaux et 600,00 € en AMO  Conseil Départemental : 1458,00 € en travaux et 150,00 € en AMO

		et AMO) de 12 567,50 €	CC Ouest Limousin : 300,00 € en travaux et 150,00 € en AMO
--	--	------------------------	---

Au regard des crédits inscrits au Budget Principal 2025 (15 246,00 € par an pendant 5 ans au compte 20422 section d'investissement dépenses), il est possible de subventionner ce dossier.

Il est demandé :

- **D'EMETTRE** un avis favorable quant à l'octroi de cette subvention d'un montant total de 450,00 € telle que rappelée ci-dessus,

- **DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Communautaire Principal exercice 2025 (section d'investissement dépenses chapitre 204, article 20422), et ce conformément aux dispositions de la délibération n°2023-11 en date du 23 mars 2023 (mise en œuvre d'une AP/CP n° 2023-02, et courant sur la période 2023-2027 à raison de 15 246,00 €/an).

Monsieur VILARD demande si les crédits non consommés de l'année 2025 seront reportés sur les années suivantes.

Monsieur le Président lui répond que non, car seulement quinze mille euros étaient prévus pour l'année.

Monsieur DARFEUILLES Bernard demande ensuite si les informations ont bien circulé, notamment concernant l'aide pour le handicap, et qui est chargé d'informer les personnes concernées.

Monsieur le Président précise que le CIAS peut répondre à ces demandes, notamment le « Point Ecoute ».

Monsieur FURLAUD précise que, s'ils reçoivent des demandes en mairie, ils orientent les personnes vers le « Point Ecoute », et que le travail effectué est de qualité.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

## FINANCES COMMUNAUTAIRES

7 ⇒ Budget Communautaire Principal et Budgets Annexes « Ordures Ménagères » et « SPANC » exercice 2025 : admissions en non-valeur et créances éteintes.

Monsieur le Président précise que Madame la responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Junien, par courriel en date du 07 octobre 2013, nous a transmis la liste des créances éteintes et admissions en non-valeur (ANV) affectées à chacun des 3 budgets de l'EPCI.

Toutes les sommes portées ci-dessous sont les sommes au-delà desquelles il n'a pas été possible de travailler pour les services de la CC Ouest Limousin en commun avec les services du SGC

### 1/ Budget Communautaire Principal 2025

Objet	ANV ou créances éteintes	Nombre de pièces	Imputations	Montants
ALSH	ANV	6	6541	66,00 €
Divers	ANV	1	6541	13,90 €
Garderies	ANV	20	6541	159,87
Locations	ANV	1	6541	0,76 €
Multi-accueil	ANV	7	6541	41,78 €

### 2/ Budget Annexe « Ordures Ménagères » 2025

Objet	ANV ou créances éteintes	Nombre de pièces	Imputations	Montants
Poursuites sans effet	ANV		6541	1862,43 €
Personne disparue	ANV		6541	1345,12 €
Reste à réaliser inférieur au seuil de poursuite	ANV		6541	106,11 €
Insuffisance d'actif	Créances éteintes	25	6542	2802,49 €
Surendettement et décision effacement de dette	Créances éteintes	30	6542	1627,85 €

### 3/ Budget Annexe « SPANC » 2025

Objet	ANV ou créances éteintes	Nombre de pièces	Imputations	Montants
Poursuites sans effet	ANV	17	6541	418,50 €
Personne disparue	ANV	17	6541	741,00 €
Reste à réaliser inférieur au seuil de poursuite	ANV	15	6541	126,52 €
Combinaison infructueuse d'actes	ANV	3	6541	212,00 €
Insuffisance d'actif	Créances éteintes	1	6542	15,50 €

Il est proposé :

#### 1/ Budget Communautaire Principal 2025

- **DE DECIDER D'ADMETTRE** en non-valeur, sur le Budget Communautaire Principal exercice 2025, la somme de 282,31 € correspondant au décompte présenté dans le tableau ci-dessus,
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Communautaire Principal exercice 2025, chapitre 65, article 6541

#### 2/ Budget Annexe « Ordures Ménagères » 2025

- **DE DECIDER D'ADMETTRE** en non-valeur, sur le Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025, la somme de 3289,91 € correspondant au décompte présenté dans le tableau ci-dessus,
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025, chapitre 65, article 6541
- **DE DECIDER D'ADMETTRE** en créances éteintes sur le Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025, la somme de 4430,34 € correspondant au décompte présenté dans le tableau ci-dessus,
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025, chapitre 65, article 6542

#### 3/ Budget Annexe « SPANC » 2025

- **DE DECIDER D'ADMETTRE** en non-valeur, sur le Budget Annexe « SPANC » exercice 2025, la somme de 1327,52 € correspondant au décompte présenté dans le tableau ci-dessus,
- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Annexe « SPANC » exercice 2025, chapitre 65, article 6541
- **DE DECIDER D'ADMETTRE** en créances éteintes sur le Budget Annexe « SPANC » exercice 2025, la somme de 15,50 € correspondant au décompte présenté dans le

tableau ci-dessus,

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Annexe « SPANC » exercice 2025, chapitre 65, article 6542

Monsieur FURLAUD indique vouloir rappeler plusieurs points et précise qu'il ne conteste pas le contenu de cette délibération. Il souligne néanmoins que, lorsque des personnes font l'objet d'un dossier de surendettement, il existe un délai pour le contester, et que ce délai est court. Il ajoute que si l'on conteste dans les temps, il est possible de gagner la contestation. Cela est arrivé sur la commune de Saint-Cyr : une personne ne payait plus ses loyers, nous avons fait appel et nous avons gagné. La personne a bénéficié d'un échéancier, mais la somme sera remboursée en totalité.

Monsieur HACHIN indique qu'il y a trente créances éteintes pour un montant total de 1 627 € suite à des dossiers de surendettement, soit environ 54 € par personne. Or, le recours à la justice nous coûterait au moins 500 € par personne. Dans ces conditions, il est légitime de se demander si engager une procédure en vaut vraiment la peine.

Monsieur FURLAUD affirme être d'accord avec Monsieur HACHIN sur certains points.

Monsieur VIGNERIE demande à Monsieur FURLAUD si le cas à Saint-Cyr concernait une maison communale. Il précise qu'à la Communauté de Communes, lorsqu'un habitant part en laissant des dettes liées à la redevance des ordures ménagères, la situation n'est effectivement plus la même, car la Communauté de Communes ne peut pas savoir si la personne est en procédure de surendettement.

Monsieur CHARMES fait une observation et indique que, depuis le début du mandat, ce problème revient régulièrement et de plus en plus souvent. Il précise que les admissions en non-valeur ne concernent désormais que des sommes ridicules, mais qu'en les cumulant, cela fini par représenter des montants importants.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

8 ⇨ Budget Communautaire Principal et Budgets Annexes « Ordures Ménagères » et « SPANC » exercice 2025 : mise en place de nouvelles provisions et reprise d'une provision.

Monsieur le Président annonce que Madame la responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Junien nous a informé par courriel en date du 13 octobre 2025, que le niveau des recettes douteuses (titres émis depuis plus de deux ans et qui ne sont toujours pas recouvrés) ayant augmenté, il convenait, comme les textes l'imposent d'adapter le niveau des provisions obligatoires devant être portées dans les documents budgétaires de l'exercice 2025 pour couvrir ces recettes douteuses (Budget Communautaire Principal et budgets annexes OM et SPANC).

Par ailleurs, madame la responsable du SGC de Saint-Junien nous a également informé que la créance pesant sur une administrée (immeuble démoli à Saint-Laurent-sur-Gorre) ayant été intégralement recouvrée, il est maintenant possible de faire une reprise sur la provision de 8880,00 € mise en place par délibération n°2020-30 en date du 27 juillet 2020.

## 1/ Budget Communautaire Principal exercice 2025.

### 1.A/ Reprise sur provision.

Une provision d'un montant de 8880,00 € a été mise en place par le Conseil Communautaire par délibération n°2020-30 en date du 27 juillet 2020. Cette provision était destinée à couvrir le risque d'impayé d'une facture liée à la démolition d'un immeuble menaçant ruine sur la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre. A ce jour, madame la responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Junien nous a informé que toutes les sommes dues par la créancière au titre des travaux de démolition de cet immeuble ayant été recouvrées, il est possible que le Conseil Communautaire se prononce en faveur de la reprise de cette provision.

#### Il est proposé :

- **DE DECIDER** de la reprise de la provision d'un montant de 8880,00 € instituée par délibération n°2020-30 en date du 27 juillet 2020,
- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Communautaire Principal exercice 2025, section de fonctionnement recettes, chapitre 78, article 7817

### 1.B/ Mise en œuvre d'une provision d'un montant de 3256,00 €

Madame la responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Junien nous a également informé que le montant des recettes douteuses a évolué en ce qui concerne les recettes du Budget Communautaire Principal exercice 2025. Cette évolution nécessite que soit mise en place une provision d'un montant de 3256,00 €.

#### Il est proposé :

- **DE DECIDER** de la mise en place d'une provision d'un montant de 3256,00 €
- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Communautaire Principal exercice 2025, section de fonctionnement dépenses, chapitre 68, article 6817

## 2/ Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025.

Madame la responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Junien nous a également informé que le montant des recettes douteuses a évolué en ce qui concerne les recettes du Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025. Cette évolution nécessite que soit mise en place une provision d'un montant de 25 375,00 €.

#### Il est proposé :

- **DE DECIDER** de la mise en place d'une provision d'un montant de 25 375,00 €
- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025, section de fonctionnement dépenses, chapitre 68, article

### 3/ Budget Annexe « SPANC » exercice 2025.

Madame la responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Junien nous a également informé que le montant des recettes douteuses a évolué en ce qui concerne les recettes du Budget Annexe « SPANC » exercice 2025. Cette évolution nécessite que soit mise en place une provision d'un montant de 247,00 €.

Il est proposé :

- **DE DECIDER** de la mise en place d'une provision d'un montant de 247,00 €
- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Annexe « SPANC » exercice 2025, section de fonctionnement dépenses, chapitre 68, article 6817.

Monsieur VIGNERIE indique qu'il s'agit d'une provision inscrite qui ne sera peut-être pas utilisée et demande si elle doit être équilibrée ?

Monsieur le Président lui répond que ce sujet sera traité dans la délibération suivante.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

9 ⇨ **Budget Communautaire Principal et Budgets Annexes « Ordures Ménagères » et « SPANC » exercice 2025 : Décisions Modificatives consécutives à la mise en place de nouvelles provisions et la reprise d'une provision.**

Monsieur le Président expose qu'à la suite de la mise en œuvre de nouvelles provisions sur chacun des budgets de l'exercice 2025 (Budget Communautaire Principal, Budgets Annexes « Ordures Ménagères » et « SPANC »), il convient d'adapter ces documents budgétaires.

### **1/ Budget Communautaire Principal exercice 2025**

Cette Décision Modificative n°2025-01 du Budget Communautaire Principal qui est soumise à votre approbation va porter sur :

- Un total de recettes et de dépenses de fonctionnement de 8880,00 €



- Un total de recettes et de dépenses d'investissement de 0,00 €  
Elle s'équilibre comme suit :

Recettes de Fonctionnement				Recettes d'Investissement			
Chapitres	Articles	Recettes nouvelles	Total	Chapitres	Articles	Recettes nouvelles	Total
78	7817	8880,00 €	8880,00 €				
<b>TOTAL</b>		<b>8880,00 €</b>	<b>8880,00 €</b>	<b>TOTAL</b>			
Dépenses de Fonctionnement				Dépenses d'Investissement			
Chapitres	Articles	Dépenses nouvelles	Total	Chapitres	Articles	Dépenses nouvelles	Total
O11	6065	5624,00 €	5624,00 €				
68	6817	3256,00 €	3256,00 €				
<b>TOTAL</b>		<b>8880,00 €</b>	<b>8880,00 €</b>	<b>TOTAL</b>			

### **1/LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 8880,00 €**

#### **1.1/Les recettes réelles : 8880,00 €**

- Une inscription de crédits ouverts au titre de la reprise d'une provision pour 8880,00 € (chapitre 78, article 7817).

#### **1.2/ Les recettes d'ordre : 0,00 €**

### **2/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 8880,00 €**

#### **2.1/ Les dépenses réelles : 8880,00 €**

- Une augmentation des crédits à hauteur de 5624,00 € à des fins d'équilibre de la Décision Modificative (chapitre 011, article 6065)

- Une augmentation de crédits à hauteur de 3256,00 € suite à la mise en œuvre d'une nouvelle provision pour créances douteuses (chapitre 68, article 6817)

#### **2.2/ Les dépenses d'ordre : 0,00 €**

### **3/LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €**

3.1/Les recettes réelles : 0,00 €

3.2/Les recettes d'ordre : 0,00 €

**4/Les dépenses d'investissement : 0,00 €**

4.1/Les dépenses réelles : 0,00 €

4.2/Les dépenses d'ordre : 0,00 €

Il est proposé :

- **D'ADOPTER** cette Décision Modificative n°2025-01 du Budget Communautaire Principal exercice 2025.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

**2/ Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025**

Cette Décision Modificative n°2025-01 du Budget Annexe « Ordures Ménagères » qui est soumise à votre approbation va porter sur :

- Un total de recettes et de dépenses de fonctionnement de 0,00 €
- Un total de recettes et de dépenses d'investissement de 0,00 €

Elle s'équilibre comme suit :

Recettes de Fonctionnement					Recettes d'Investissement			
Chapitres	Articles	Recettes nouvelles	Total		Chapitres	Articles	Recettes nouvelles	Total
TOTAL		0,00 €	0,00 €		TOTAL			
Dépenses de Fonctionnement					Dépenses d'Investissement			
Chapitres	Articles	Dépenses nouvelles	Total		Chapitres	Articles	Dépenses nouvelles	Total
65	6588	-25 375,00 €	-25 375,00 €					
68	6817	25 375,00 €	25 375,00 €					
TOTAL		0,00 €	0,00 €		TOTAL			

**1/LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 0,00 €**

1.1/Les recettes réelles :0,00 €

1.2/ Les recettes d'ordre : 0,00 €

**2/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 0,00 €**

2.1/ Les dépenses réelles : 0,00 €

- Une diminution de crédits à hauteur de 25 375,00 € sur les crédits ouverts pour les paiements dus au SYDED (chapitre 65, article 6588)
- Une augmentation de crédits à hauteur de 25 375,00 € suite à la mise en œuvre d'une nouvelle provision pour créances douteuses (chapitre 68, article 6817)

2.2/ Les dépenses d'ordre : 0,00 €

**3/LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €**

3.1/Les recettes réelles : 0,00 €

3.2/Les recettes d'ordre : 0,00 €

**4/LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €**

4.1/Les dépenses réelles : 0,00 €

4.2/Les dépenses d'ordre : 0,00 €

Il est proposé :

- **D'ADOPTER** cette Décision Modificative n°2025-01 du Budget Annexe « Ordures Ménagères » exercice 2025.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

3/ **Budget Annexe « SPANC » exercice 2025**

Cette Décision Modificative n°2025-01 du Budget Annexe « SPANC » qui est soumise à votre approbation va porter sur :

- Un total de recettes et de dépenses de fonctionnement de 247,00 €
- Un total de recettes et de dépenses d’investissement de 0,00 €

Elle s’équilibre comme suit :

Recettes de Fonctionnement				Recettes d'Investissement			
Chapitres	Articles	Recettes nouvelles	Total	Chapitres	Articles	Recettes nouvelles	Total
70	7062	247,00	247,00 €				
TOTAL		247,00 €	247,00 €	TOTAL			
Dépenses de Fonctionnement				Dépenses d'Investissement			
Chapitres	Articles	Dépenses nouvelles	Total	Chapitres	Articles	Dépenses nouvelles	Total
68	6817	247,00 €	247,00 €				
TOTAL		247,00 €	247,00 €	TOTAL			

**1/LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 247,00 €**

1.1/Les recettes réelles :247,00 €

- Une augmentation des crédits ouverts au titre de la redevance d’assainissement non collectif à hauteur de 247,00 € (chapitre 70, article 7062). Pour information, les prévisions budgétaires « prudentes » sur le montant de la redevance assainissement sont déjà dépassées de 2589,00 €

1.2/ Les recettes d’ordre : 0,00 €

**2/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 247,00 €**

2.1/ Les dépenses réelles : 247,00 €

- Une augmentation de crédits à hauteur de 247,00 € suite à la mise en œuvre d’une nouvelle provision pour créances douteuses (chapitre 68, article 6817)

2.2/ Les dépenses d'ordre : 0,00 €

**3/LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €**

3.1/Les recettes réelles : 0,00 €

3.2/Les recettes d'ordre : 0,00 €

**4/LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €**

4.1/Les dépenses réelles : 0,00 €

4.2/Les dépenses d'ordre : 0,00 €

Il est proposé :

- **D'ADOPTER** cette Décision Modificative n°2025-01 du Budget Annexe « SPANC » exercice 2025.

*Monsieur le Président met aux voix. Adopté à l'unanimité.*

<b>QUESTIONS DIVERSES</b>
---------------------------

Problématique de la réorganisation des services :

Monsieur VARACHAUD s'adresse à Monsieur le Président pour faire suite aux questions diverses concernant la proposition de réorganisation des services sur le site de Saint-Laurent-sur-Gorre. Après consultation du conseil municipal, il apparaît que la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre a eu le sentiment d'être victime d'un chantage concernant le paiement de 14 000 € pour le maintien du personnel et des services de la Communauté de Communes Ouest Limousin sur ce site. Il souligne cependant qu'il est nécessaire de trouver une solution afin de mettre un terme à cette situation. La commune de Saint-Laurent-sur-Gorre propose, à cet effet, la gratuité du loyer des services techniques, charges et entretien non compris, à partir du 1er janvier 2026, à condition qu'une harmonisation de tous les loyers sur l'ensemble des communes soit effectuée au cours de l'année 2026.

Monsieur VARACHAUD indique également qu'une participation sera prise en charge par la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre pour le bâtiment de la Communauté, concernant les frais de chauffage au fioul, à hauteur de 5 000 euros, sous forme de don et uniquement pour l'année 2026. Les nouveaux membres du Conseil Communautaire seront libres de modifier cette convention. Cette proposition est conditionnée au retour de trois agents sur le site, en compensation du départ du service SPANC. J'espère que toutes les doléances seront prises en compte lors des prochaines élections communautaires de 2026.

Monsieur DARFEUILLES Bernard ne comprend pas pourquoi Monsieur VARACHAUD demande le retour de trois agents sur le site de Saint-Laurent.

Monsieur GRANCOING indique qu'il avait été évoqué que le service de cohésion sociale serait transféré à Saint-Laurent-sur-Gorre.

Madame VARACHAUD rappelle les services restants dans le bâtiment de Saint-Laurent : le CIAS, la coordination jeunesse, la coordination lecture publique et la coordination adolescents.

Monsieur DARFEUILLES Bernard répète qu'il ne comprend pas cette demande visant à obtenir le retour de trois agents en compensation.

Madame CHABOT indique qu'elle avait évoqué l'idée d'une alternance au niveau du service de cohésion sociale, compte tenu du nombre de structures présentes sur le territoire, afin d'assurer un meilleur équilibre. Il s'agit d'une proposition à discuter.

Monsieur CHARMES précise qu'il n'y a pas beaucoup de sujets qui offrent un retour sur investissement, et que ces projets constituent des investissements écologiquement compréhensibles.

Monsieur DARFEUILLES Bernard indique que certains éléments le gênent dans cette discussion : les sujets abordés concernent principalement la logistique, le financement et le retour sur investissement, mais il n'est pas question du personnel. Il a l'impression que le personnel est pris en otage, avec des consignes : vous déménagez, puis vous revenez, etc. Le personnel risque d'en avoir très vite assez.

Madame CHABOT rappelle que le déménagement n'a pas été choisi par l'assemblée.

Monsieur GRANCOING indique que la rénovation du bâtiment de Cussac a tout de même coûté 1 million d'euros, ce qui n'est pas négligeable.

Monsieur VILARD indique qu'il faut régler ce problème en lien avec le déménagement, car cela leur a été présenté comme une réorganisation des services. Cependant, toutes les discussions tournent autour de la question financière.

Au cours de la discussion, monsieur VARACHAUD indique que la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est même disposée à revoir les montants de ses attributions de compensation.

Cette remarque fait réagir monsieur VILARD qui estime cette proposition bien tardive alors que rien n'a été entrepris par la commune de Saint-Laurent pendant toute la durée de l'actuel mandat.

S'ensuit alors un échange « musclé » entre monsieur VILARD et monsieur HACHIN relatif aux attributions de compensation, échange au cours duquel monsieur HACHIN s'adressera à monsieur VILARD en lui disant : « ferme ta gueule ».

Devant le tollé général soulevé par cette réflexion, monsieur HACHIN ajoutera que le conseil communautaire n'est pas : « le monde de oui-oui ».

Monsieur le Président répond qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème financier, mais également de la cohésion des services.

Monsieur VIGNERIE prend la parole pour signaler que ce soir, une contre-proposition a été faite, que nous pourrions éventuellement accepter, en réponse aux écrits de la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre, et propose de nous réunir à nouveau pour en discuter.

Monsieur CHARMES déclare qu'il ne comprend rien à ce débat, que chacun mélange tout, et que certains raisonnements relèvent du domaine passionnel, sans rigueur dans l'analyse de la situation. Selon lui, au départ, il avait compris qu'il fallait réaliser des économies, et qu'il est donc nécessaire d'identifier les différents secteurs où celles-ci sont possibles. Pour organiser les équipes et les locaux, il estime que cela relève exclusivement de la responsabilité du directeur des services, et non des élus. En revanche, il souligne que le conseil doit absolument être consulté dans la démarche et la réalisation du projet concernant le bâtiment, qui fait partie du patrimoine.

#### Problématique de la Médiathèque de Marval et de la Grainothèque :

Monsieur HACHIN affirme qu'il ne s'agit pas d'un problème de communication, puisqu'un questionnaire avec des propositions d'horaires d'ouverture a été diffusé.

Monsieur le Président précise que, s'agissant de ce sujet, il n'a pas encore eu de retour de la réunion qui s'est tenue entre Madame THOMAS Vice-Présidente en charge de la lecture publique et des membres de la Grainothèque. Il va rapidement voir avec sa Vice-Présidente ce dont il en retourne.

#### Problématique des admissions en non-valeur :

Monsieur CHARMES revient sur le sujet des admissions en non-valeur, qui concernent soit des personnes se comportant mal, soit des personnes en difficulté. Il souligne que le nombre de personnes en difficulté est en augmentation et rappelle que toutes les mairies ont reçu l'analyse des services fiscaux concernant leur situation fiscale, en fonction de leur population. Ces données renseignent beaucoup sur la richesse des habitants. Il indique que, dans sa commune, seulement 25 % de la population paie des impôts, tandis que les 75 % restants ont des revenus trop faibles. Selon lui, pour équilibrer un budget, il ne faut pas seulement penser à l'augmentation des recettes, il faut également envisager des économies.

Clôture de la séance à 21h57.